

Qui veut emprunter le bus du cidre ?

BASQUES À BORDEAUX L'Association du cidre naturel du Guipuscoa a lancé sa route du cidre, qui sera bientôt assortie d'un bus

THOMAS VILLEPREUX
t.villepreux@sudouest.fr

L'Association du cidre naturel du Guipuscoa est née en 1977. Elle a bien grandi depuis, prenant un virage important en 2012 grâce à la vente de produits touristiques, de la nuitée aux visites guidées de sites patrimoniaux du Pays basque. Résultat : ses ventes ont triplé.

En 2017, 800 000 personnes ont consommé le menu traditionnel des cidreries, accompagné du rituel du txotx, la cérémonie de la première dégustation de cidre de la saison. Et parmi les « goûteurs », 11 200 ont acheté des produits touristiques. Si les amateurs sont invités à sillonner la Sagardoa route (route du cidre), pour savourer le breuvage et son indissociable txuleta (côte de bœuf braisée), ils vont bientôt découvrir le Sagardoa bus.

Ce car aux couleurs du Pays basque empruntera le circuit des cidreries et fera des détours vers d'autres pépites du Pays basque. L'association présentera ce projet lors du festival Basques à Bordeaux, organisé par « Sud Ouest » du 27 au 29 avril.

« Longue et belle histoire »

Amaita Zubeldia, la représentante des cidres du Guipuscoa dans la région de Saint-Sébastien, attend ce moment avec impatience : « Le Pays basque a une longue et belle histoire avec cette boisson, souvent buée dans de grandes maisons typiques de notre territoire vieilles de plus de cinq siècles. Nous voulons la raconter. » Si l'association valorise cette tradition, elle n'oublie pas d'établir des partenariats avec d'autres centres d'intérêts comme l'Albaola Faktoria maritime, qui reconstruit actuellement le na-



Cette route d'un nouveau genre sera présentée lors du festival Basques à Bordeaux, du 27 au 29 avril. PHOTO ARCHIVES « SO »

vire San Juan. Sur la fameuse route, le touriste découvrira aussi des fromageries, visitera des pommaraies ou s'arrêtera dans des lieux dédiés aux enfants. Car Amaita Zubeldia souhaite contenter toute la famille... Du Sud au Nord de la Bidasoa. « Au total, l'intégralité du Pays basque compte environ 90 cidreries, dont plus de la moitié produite elle-même son cidre artisanal. »

« Sachant que le cidre évolue, ajoute l'experte. Il est de plus en plus naturel, bio, certifié... Et voit arriver de plus en plus de cousins, avec le jus de pomme, le cidre élaboré selon la méthode champenoise, etc. »

Dès le 23 juin

Évidemment, la plus forte concentration se trouve en Guipuscoa, où quelques cidreries peuvent même héberger les usagers de la « route ». Quant aux voyageurs du futur bus, dont la première sortie est prévue le 23 juin, ils s'offriront un circuit plus court, à la journée, de 11 à 16 heures. « Et ce, jusqu'au 8 septembre », précise

REPÈRES

13,5

C'est, en millions de litres, le volume de la récolte 2017.

4

C'est, en millions de litres, le volume de cidre produit en AOC.

85

C'est le pourcentage de pommes produites au Pays basque pour fabriquer le cidre.

Amaita Zubeldia, qui peut désormais s'enorgueillir d'une activité non stop de la plupart des cidreries à l'année, malgré une saison du cidre allant de janvier à mai.

Neuf ans de prison pour « abus sexuel »

PAMPELUNE La condamnation de cinq Espagnols, inférieure aux réquisitions du parquet, provoque la colère des associations

Ils se surnommaient « la Meute », sur la messagerie WhatsApp. Cinq hommes ont été condamnés hier à neuf ans de prison, pour « abus sexuels » et « abus de faiblesse » sur une Madrilène de 18 ans aux fêtes de Pampelune, en juillet 2016. Les cinq Andalous âgés de 27 à 29 ans devront également verser à la victime une indemnisation de 50 000 euros.

Le petit groupe était accusé d'avoir abusé de la jeune femme dans le hall d'un immeuble proche du centre-ville de la capitale navarraise. Les mis en cause avaient filmé la scène à l'aide de leur téléphone portable, puis l'avaient diffusée sur WhatsApp. Dans la vidéo, pièce centrale du dossier, les cinq compagnons « se moquent » de la victime et « s'encouragent mutuellement ».

La décision du tribunal navarrais a provoqué la colère des associations de défense des droits des fem-

mes. Celles-ci déplorent que l'accusation de viol n'ait pas été retenue par la justice.

Rassemblements organisés

La condamnation est inférieure aux réquisitions du parquet, qui demandait vingt-deux ans de réclusion contre chacun d'eux, ainsi que 100 000 euros d'indemnisation totale. Les réquisitions avaient été alourdies par le fait que l'un des accusés appartient à la garde civile, et qu'un autre fait partie de l'armée.

La défense avait réclamé l'acquittement, n'admettant que le vol du téléphone de la victime, abandonnée à demi-nue dans une entrée d'immeuble. Les manifestations et la grève générale féministes du 8 mars en Espagne – inédites par leur ampleur – avaient fait référence à ce fait divers retentissant.

Des rassemblements étaient organisés hier soir à Saint-Sébastien, Madrid et Barcelone.

ON EN PARLE

Le journal local de France 3 supprimé pendant une semaine

En raison de deux jours fériés tombant cette année la même semaine, le mardi 8 et le jeudi 10 mai, la direction de la chaîne France 3 Nouvelle-Aquitaine a décidé de supprimer le journal local pendant une semaine. Une décision que les personnels de France 3 Euskal Herri Pays basque, dans un communiqué publié hier, disent « déplorer », sachant qu'« elle signifie pour nos téléspectateurs dix jours sans édition locale ». Pendant cette période, « il n'y aura qu'une

seule équipe de reportage à Bayonne qui travaillera pour le journal régional de France 3 Nouvelle-Aquitaine, ce qui est la même configuration qu'avant la création de France 3 Euskal Herri. Seule l'actualité qui intéressera le journal régional sera traitée », commentent les salariés, qui parlent carrément d'un « retour de 25 ans en arrière ». « Malgré les discours rassurants de la direction, dans les faits, cette fermeture est un mauvais signe pour l'avenir et un manque de considération pour nos téléspectateurs, les personnels et nos missions de service public en Pays basque, deuxième agglomération régionale. »

Seize personnes relogées après l'incendie du Cada

BAYONNE Le feu a endommagé le Centre d'accueil des demandeurs d'asile. L'origine pourrait être criminelle

Hier, en début d'après-midi, un incendie s'est déclaré au Centre d'accueil des demandeurs d'asile (Cada) de Bayonne. Le feu a blessé une personne et fait des dégâts limités : deux chambres seront à rénover.

Il était environ 14 heures quand l'alarme incendie a retenti. Une épaisse fumée s'échappe alors d'une chambre située au deuxième étage du bâtiment qui en compte quatre. Il abrite 70 personnes. Des ressortissants étrangers qui demandent la protection de la France, en raison des dangers qu'ils courent dans leur pays d'origine.

L'association Atherbea gère la structure. Elle a ses bureaux sur



Le feu est parti d'un logement du 2^e étage. PHOTO P.P.

place. « Les systèmes de sécurité ont bien fonctionné. On a pu réagir vite », souffle Jean-Daniel Elchirry, son directeur. Les salariés, comme ceux qu'ils accueillent, ont été formés à la sécurité incendie. Ils ont évacué l'immeuble rapidement.

« On s'est assuré qu'il n'y avait plus personne dans les chambres, on les a toutes visitées. Heureusement que ça s'est produit en pleine journée et non pas la nuit. » Devant les locaux où ils observent les soldats du feu dominer les dernières flammes, ré-

sidents et personnels attendent de connaître l'ampleur des dégâts. À intervalles réguliers, les pompiers les appellent pour les examiner et déceler une éventuelle intoxication.

Un acte volontaire ?

Un acte volontaire pourrait être à l'origine du sinistre. Un jeune homme de 33 ans a été interpellé par la police, sur les lieux. C'est un résident du Cada. Il venait d'apprendre qu'il était débouté de sa demande d'asile en France et aurait eu un geste désespéré en incendiant sa chambre. Un salarié se serait porté à son secours. L'enquête de police devra vérifier ce déroulement des faits. L'incendiaire présumé a passé la nuit en garde à vue, au commissariat de Bayonne.

Pour la municipalité, l'adjointe aux affaires sociales, Christine Lauqué, s'est rendue sur les lieux, ainsi que le maire, Jean-René Etchegaray. Élus, pompiers et représentants d'Atherbea ont effectué une visite

des locaux pour évaluer les besoins en relogement. « Finalement, seules les 15 personnes qui logeaient au deuxième étage, celui d'où est parti le feu, ont dû être relogées. » Avec la personne du troisième qui dormait au-dessus de la chambre incendiée.

L'Agence pour la formation professionnelle des adultes (Afp) a proposé une solution. L'organisme avait récemment mis à disposition ses locaux pour organiser un centre d'accueil et d'orientation (CAO) pour demandeurs d'asile. Les derniers sont partis à la fin du mois de mars. Atherbea a transféré sur l'Afp deux surveillants de nuit et fait venir un vigile.

Seul un blessé est à déplorer. « C'est un jeune voisin qui s'est immédiatement porté à nous pour se rendre utile », salue Jean-Daniel Elchirry. Il s'est amoché l'épaule en enfonçant une porte. Il a reçu des soins au centre hospitalier de Bayonne. P.P.